

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES CONCERNANT LA QUESTION D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

1. L'édification d'un nouvel ordre international représente aujourd'hui beaucoup plus que le sujet d'un important chapitre de la littérature économique et politique contemporaine; beaucoup plus qu'un désidérata inscrit dans les documents officiels des Nations Unies.

Expression prégnante des contradictions fondamentales de la société dans laquelle nous vivons, l'édification d'un nouvel ordre économique et politique international est devenue un impératif du progrès, de la transformation révolutionnaire du monde.

Se situant avec constance sur les positions du matérialisme dialectique et historique, le Président de la Roumanie, Nicolae Ceausescu, précisait dans cet esprit: »À notre avis, la réalisation d'un esprit de haute équité dans les échanges commerciaux et la coopération économique entre Etats est, également, en mesure de favoriser la cause de la justice sociale sur le plan national, d'influencer d'une manière positive le processus de développement progressiste de la société humaine, l'accomplissement des aspirations de bien-être et de bonheur des masses populaires de partout«.

Dans une pareille perspective historique, la position à l'égard de l'idée de l'édification d'un nouvel ordre mondial indique:

a) les zones de convergence des forces intéressées dans la réalisation d'une division internationale du travail équitable et dans l'organisation des relations entre divers Etats sur la base de leur effective égalité souveraine;

b) le critère principal de démarcation entre progressisme et conservatorisme à l'échelle globale.

2. Une première question qui dérive de cette manière d'aborder les problèmes concerne *leurs racines réelles et profondes*.

L'ensemble des problèmes posés par un nouvel ordre international représente la conséquence logique du dénouement de la deuxième guerre mondiale et de l'entière évolution du monde de l'après-guerre.

Au centre de cette évolution se trouvent la consolidation des positions mondiales du socialisme et la chute du système colonial,

qui a transformé la majorité des peuples d'une «mer silencieuse» de l'histoire dans l'un de ses ferments révolutionnaires.

Le catalyseur des grandes transformations révolutionnaires, nationales et sociales, qui se sont succédées pendant les trois dernières décennies d'un bout à l'autre de la Terre, a été l'affirmation irréversible et plénière du droit de chaque peuple d'être maître unique de ses destins, d'organiser sa vie de son propre chef, sans immixtions ou tutelle extérieures.

L'évolution ascendante des forces du socialisme et l'apparition trépidante d'une masse de nouveaux Etats indépendants sur la scène de l'histoire ont conduit, au fur et à mesure, à l'érosion des positions mondiales de l'impérialisme, à la dissipation graduelle de l'ordre international imposé par celui-ci, ordre caractérisé par le développement de certains peuples aux dépens de la subordination et de l'exploitation des autres.

Ainsi les prémises ont été créées pour la liquidation du partage du monde entre un petit centre prospère et une immense périphérie pitoyable, pour l'édification d'un nouveau système de relations entre les nations, système basé sur le principe de l'égalité en droits et le respect mutuel.

En d'autres termes, la création d'un nouvel ordre mondial représente une nécessité objective imposée par l'entier mouvement social contemporain et est devenue possible par la suite des modifications essentielles intervenues dans les rapports de force sur le plan international.

On pourrait dire que l'histoire de l'humanité prend un cours nouveau sous l'égide d'une vieille réalité qui se révèle toujours plus évidente: «Aucun peuple, quelque soit sa dimension ou son système social, — soulignait le Président de la Roumanie, S.E. Nicolae Ceaușescu — ne peut être vraiment libre, ne peut assurer son propre bien-être et bonheur, s'il ne respecte pas l'indépendance, le droit à la liberté et au bonheur des autres pays et peuples».

3. Une deuxième question concerne *les dimensions du problème face à laquelle nous nous trouvons.*

Une clarification s'impose, car beaucoup d'idées simplifiantes surgissent, qui sèment plutôt des confusions.

Combien de fois, par exemple, les problèmes d'un nouvel ordre économique ne sont-ils réduits, en fin de comptes, à l'atténuation des effets produits par le soit-disant «choc du pétrole»?

Combien de fois l'orientation vers un autre type de croissance de l'économie mondiale n'est-elle considérée rien de plus qu'un problème des réformes de structure devenues inévitables dans les pays capitalistes industrialisés?

Combien de fois ne propose-t-on des solutions partielles et superficielles aux graves problèmes qui confrontent les pays en voie de développement dans leur ensemble?

Enfin, combien de fois n'essaie-t-on de séparer les problèmes économiques actuels de l'ensemble des relations politiques internationales?

L'analyse des problèmes d'un nouvel ordre international par le truchement des phénomènes dérivés ou marginaux conduit à des mesures à caractère limité ou temporaire derrière lesquelles les principales contradictions de la société mondiale contemporaine peuvent s'aggraver jusqu'au point d'explosion.

Les interdépendances universelles, caractéristiques pour le monde contemporain, obligent à des solutions globales inspirées par la conscience du fait que le progrès économique et social, ainsi que la paix, sont devenus indivisibles.

L'échec du modèle impérialiste représente l'échec de la philosophie égoïste qui considère que la prospérité de quelques-uns peut être assurée par l'exploitation des autres.

Cette philosophie a présidé le partage de plus en plus net du monde en zones de pauvreté et zones de «la société de consommation» fondée sur le gaspillage d'importantes ressources matérielles et humaines.

L'aggravation des décalages économiques entre les Etats constitue, à présent, le principal frein dans le développement des relations économiques internationales, limite l'expansion du commerce mondial, diminue les possibilités de coopération et multiplie incessamment les sphères conflictuelles.

Plus encore, les affets de la politique du profit capitaliste ont acquis, aujourd'hui, des dimensions globales. L'insécurité alimentaire, devenue chronique dans de grandes zones peuplées de centaines de millions de gens, les difficultés dans l'approvisionnement en ressources énergétiques et matières premières, l'ampleur de l'inflation mondiale, les fluctuations anarchiques et brutales des prix, le désarroi du système commercial et du système monétaire international, ont créé un état d'instabilité générale, ayant des effets directs ou propagés sur le développement économique et social de tous les pays.

Durant de dizaines d'années, quand les effets négatifs de l'actuelle organisation économique du monde n'étaient ressentis qu'à la périphérie, le «centre» les considérait comme de simples «accidents de parcours» qu'on pourrait ignorer. À l'heure qu'il est, le centre même ressent pleinement ces effets; les dimensions de la crise cyclique des années 1974—1975 et la remise en discussion des structures économiques et sociales des pays capitalistes industrialisés en constituent des preuves.

L'impérialisme essaie s'en sortir de cette impasse conformément à sa propre nature. La crise alimentaire qui subsiste dans certaines zones du monde est utilisée pour réaliser de nouveaux profits. Pour qu'on puisse solutionner le problème de l'approvisionnement en matières premières et ressources énergétiques on essaie de briser

l'unité des pays en voie de développement. Les difficultés du commerce international ont pour effet l'adoption de mesures protectionnistes qui contredisent la tendance naturelle des économies nationales pour une ouverture toujours plus large vers des flux internationaux équitables. L'anarchie sur les marchés internationaux et la crise du système monétaire sont utilisées pour vaincre les concurrents. Le processus d'internationalisation de la vie économique est dénaturé par la promotion des »compagnies transnationales«.

Tous ces éléments intensifient les contradictions économiques, sociales, nationales et politiques à l'échelle mondiale; multiplient les foyers de tension en diverses zones; accélèrent la course aux armements et engrentent dans leur tourbillon un nombre d'Etats toujours plus grand, ce qui met en cause les perspectives de la paix mondiale.

La faillite de l'ordre mondial imposé par l'impérialisme atteint des proportions telles, que les destins de l'humanité sont conditionnés, à longue échéance, pas par des rectifications dans cet ordre (pour lesquelles le capitalisme, temporairement, disposerait encore de certaines réserves), mais par une rupture.

4. Pour orienter le cours de l'histoire vers l'édification d'un monde plus juste, il est nécessaire de définir les *principaux traits négatifs qui ont caractérisé l'évolution des relations internationales pendant les dernières trois décennies.*

Afin de perpétuer sa domination mondiale, l'impérialisme a promu — sur les ruines du système colonial — des pratiques néocolonialistes, a dressé un réseau plus subtil, mais pas moins dur, de relations de dépendance politique, économique, financière, militaire, technique, culturelle par rapport aux différents centres et métropoles.

Cette politique d'hégémonie a rendu possible la survivance d'une inévitable division internationale du travail, caractérisée, en premier lieu, par la prolongation de la division du monde entre un centre industriel prospère et une périphérie exploitée.

Les mesures adoptées à l'échelle mondiale quant aux graves problèmes du sous-développement n'ont pas été orientées vers l'éradication des séquelles du colonialisme et vers la croissance effective des forces de production nationales des pays en voie de développement. Leurs objectifs ont été limités ou fragmentaires; elles n'ont eu pour but que la temporisation des revendications de progrès formulées par la périphérie ou la construction de nouveaux points d'appui pour l'impérialisme par des distributions »d'aides« restées disponibles après le repas de »la société industrielle de consommation«.

Les mécanismes économiques et financiers mis en fonction sur le plan international ont été conçus dans l'esprit de l'économie capitaliste et ont été utilisés, en principal, dans l'intérêt des pays développés.

En participant à la vie économique internationale, les pays en voie de développement ont subi, en ensemble, des frustrations systéma-

tiques qui ont détérioré leurs positions et leur ont diminué les possibilités de croissance autonome.

Le cadre institutionnel destiné à résoudre les problèmes internationaux n'a pas assuré, dans tous les cas, la mise en pratique du principe de l'égalité souveraine de tous les pays sans tenir compte de dimension, potentiel, système politique, niveau de développement ou situation géographique.

Ni même l'évolution du droit international n'a rangé, en permanence, ses pas aux transformations révolutionnaires contemporaines.

Le refus d'aborder d'une manière démocratique le problème des relations internationales conduit à ce que ce problème soit réduit à celui des relations entre pays développés ou avec un potentiel supérieur, qui semblent jouir en exclusivité du privilège du respect mutuel.

Par la suite, il y arrive de fréquentes ententes internationales qui ne reflètent que les intérêts spécifiques de certains groupes de pays; on cherche, incessement, la solution des problèmes internationaux par l'intermédiaire de différents blocs, clubs ou directorats.

Cette évolution tombe en contradiction évidente avec l'affirmation explosive de l'aspiration de tous les peuples vers l'indépendance nationale, vers l'édification d'une vie digne et civilisée, vers la garantie de leur égalité souveraine dans l'arène internationale.

Afin de contrecarrer la force avec laquelle l'entier cours historique met en discussion la politique d'hégémonie, sous toute forme qu'elle prend, l'impérialisme n'hésite pas à faire appel, systématiquement, à des pressions économiques et politiques, à des menaces avec la force, à des immixtions brutales dans les affaires intérieures et à des coups d'Etat, interventions militaires et guerres coloniales.

L'histoire des dernières trois décennies constitue le témoin permanent du caractère précaire de l'actuel ordre économique et politique mondial, de la manière dont se manifeste — tantôt dans un coin du monde, tantôt dans un autre — l'incompatibilité de cet ordre avec les exigences objectives du progrès de l'humanité.

Il est devenu impérieusement nécessaire qu'on regarde en face ces réalités, avec lucidité et responsabilité. Projeter correctement l'avenir exige tenir compte des immenses forces révolutionnaires déclenchées par l'affirmation du socialisme dans l'arène mondiale et par la chute du système colonial.

Ce n'est qu'en agissant uniquement de cette manière que l'humanité pourra rompre effectivement avec ce qui a été négatif dans son histoire d'après-guerre et consolider le cours vers la détente.

Ce n'est que de cette manière que les solutions de principe de l'alternative démocratique de l'actuel ordre économique et politique international pourront se cristalliser.

5. L'analyse critique des insuffisances majeures qui persistent dans l'actuelle organisation de la vie internationale conduit, nécessairement, à la conclusion que l'édification d'un monde plus juste

requiert le développement énergétique et la perfectionnement des conquêtes démocratiques, nationales et sociales, obtenues pendant les dernières décennies, la poursuite inébranlable du processus révolutionnaire mondial.

Dans cet esprit, les politologues roumains considèrent que l'édification d'un nouvel ordre mondial implique «des modifications structurelles d'envergure, avec des conséquences et des implications sur le plan économique, politique, social, juridique, institutionnel» et «doivent réunir dans un processus révolutionnaire de grande ampleur toutes les sphères de la vie internationale».¹

Le problème — clef de ce processus est d'imposer l'observation du droit de chaque peuple de déterminer par soi-même, sans ingérence extérieure, son régime économique et social, aussi bien que l'entier développement de sa vie nationale.

Le refus des peuples de continuer à accepter l'état de subordination et de dépendance, n'importe leurs formes — cette grande leçon de l'histoire contemporaine — doit représenter le point de départ pour l'édification d'un nouveau cadre des rapports internationaux.

La clef de voûte de ces relations de type nouveau réside dans l'observation réciproque de l'indépendance et de la souveraineté nationales, dans l'égalité en droits de tous les Etats, dans la renonciation à toute forme d'agression ou d'immixtion dans les affaires intérieures, dans l'abolition de la force et de la menace avec la force dans la vie internationale.

On peut certainement remarquer que ces principes et normes ont été inscrits dans la Charte des Nations Unies et dans de nombreux documents internationaux; en matière économique, ils ont été développés en détail dans la «Charte des droits et devoirs économiques des Etats», adoptée en Décembre 1974.

Le problème fondamental qui réclame, à présent, son solution, est de passer de la phase des déclarations à celle des faits; d'assurer l'observation permanente de ces principes et normes par tous les Etats; de rendre impossible — grâce à une nouvelle conscience de la solidarité internationale — la violation des engagements assumés.

La condition primordiale pour la promotion de la collaboration internationale dans tous les domaines réside dans le renforcement de la confiance réciproque. Il s'agit d'une collaboration conçue pas comme système de dépendances unilatérales, mais comme expression des interdépendances qui obligent tous les Etats à harmoniser, d'une manière librement consentie, leurs intérêts nationaux avec les intérêts d'ensemble de la communauté mondiale.

A présent, la liquidation rapide des grands décalages économiques — parfois de vrais abîmes — qui séparent les pays du monde, représente le problème central de la collaboration internationale.

¹ Nicolae Ecobescu et Victor Duculescu: «Considérations concernant le concept du nouvel ordre économique et politique mondial», dans la revue «L'Avenir Social», No. 2/1975.

La solution de ce problème et l'édification d'une équitable division internationale du travail ne constituent pas seulement un noble et lointain idéal de l'humanité, mais une nécessité objective du présent, également.

On parle inutilement des interdépendances universelles et du fait que, sous l'impact de la révolution scientifico-technique, notre monde est devenu plus petit, on avance inutilement le desiderata de l'expansion du commerce et de la coopération internationale, si on ne comprend pas que la prospérité de chacun dépend de la prospérité de tous les autres, si on ne crée pas sur le plan international des conditions qui puissent permettre la mise en valeur intégrale des ressources matérielles et spirituelles dans toutes les zones du monde.

Sans doute, le problème du progrès est, en premier lieu, un problème de la responsabilité du chaque peuple pour son destin.

De ce point de vue, les pays en voie de développement sont les premiers appelés à exercer, d'une manière plénière, leurs droits souverains sur les ressources naturelles, à opérer les changements économiques, socio-politiques et culturels nécessaires, à mobiliser l'entier potentiel national, en vue d'accélérer leur croissance.

En même temps, l'expérience des dernières trois décennies a prouvé que les efforts nationaux des pays en voie de développement sont souvent anéantis dans le processus de leur participation à la vie économique internationale.

Voilà pourquoi la communauté mondiale n'a pas le droit de dire aux pays en voie de développement: «débrouillez-vous tous seuls» voilà pourquoi la communauté internationale porte la responsabilité pour l'élaboration de mesures radicales et globales qui puissent faciliter l'effort des pays en voie de développement dirigé vers l'expansion de leurs forces de production, la modernisation de leurs structures nationales, la croissance de la productivité du travail industriel et agricole.

On n'a pas, ici, l'intention d'entrer dans une présentation détaillée de ces mesures.

Des centaines d'études compétentes ont été élaborées ces dernières décennies et d'innombrables suggestions raisonnables ont été formulées. Ce que nous semble essentiel c'est leur rassemblement dans des programmes cohérents d'action qui soient accomplis d'une manière persévérante, sous le signe de l'égal accès de tous les peuples au bien-être et à la civilisation.

Dans cet esprit, il nous semble essentiel de concentrer les efforts de la communauté internationale en vue de liquider les graves décalages économiques entre Etats; établir des rapports justes et stables entre les prix des matières premières (y compris des produits agricoles) et ceux des produits manufacturés, afin que le développement des forces de production de tous les pays soit stimulé; faciliter le transfert de technologies avancées vers les pays en voie de

développement pour accélérer leurs programmes industriels et agricoles; aider les pays moins développés dans le domaine de la formation de cadres nationaux impliqués par leur développement multilatéral; libéraliser le commerce international et démocratiser le système monétaire mondial; développer les échanges et la coopération économique, dans l'esprit de l'avantage mutuel, entre tous les pays du monde.

De ce commandement les efforts pour le renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, à vocation universelle, doivent-ils s'inspirer. Certains succès des Nations Unies et des institutions spécialisées ont généré un certain scepticisme quant au rôle effectif qu'elles puissent accomplir. Mais on ne doit pas oublier que les organisations internationales ne sont pas plus que ce que les États membres en ont fait. L'amélioration de l'efficacité des Nations Unies est intimement liée à l'accroissement de la responsabilité commune de tous les États pour les destins de l'humanité.

L'orientation conséquente de la vie internationale dans cette direction ne peut être garantie que par la démocratisation des relations internationales. Les problèmes qui préoccupent aujourd'hui l'humanité ne peuvent être résolus d'une manière équitable qu'avec la participation active de tous les États, en vertu de leur égalité souveraine.

6. Analyser, avec lucidité, les réalités fondamentales de la vie internationale signifie comprendre que *l'humanité est engrenée dans une lutte, à longue échéance, entre les forces intéressées à maintenir le statu-quo et les forces intéressées à édifier un monde plus juste.*

Croire que le nouvel ordre mondial, naîtrait automatiquement de l'effondrement »spontané« de l'actuel ordre ou par la simple adoption de nouvelles résolutions dans les forums internationaux équivaldrait à une illusion.

L'édification d'un nouvel ordre économique et politique mondial comporte toute une étape historique de transformations radicales dans la division internationale du travail; de création de nouveaux rapports entre les peuples, les nations et les États; d'adaptation des mécanismes de collaboration, du cadre institutionnel et du droit international aux nouvelles exigences du progrès contemporain; de formation d'une nouvelle morale internationale.

Durant ce processus complexe, l'incompatibilité entre les besoins réels de la majorité de l'humanité — représentée par les pays en voie de développement — et le modèle de la société occidentale capitaliste, devient toujours plus évidente.

Les efforts déployés par l'impérialisme en vue de sauver, sous différentes formes, l'essence des relations de domination, de dépendance et d'exploitation dans l'arène internationale va exacerber la détermination des peuples frustrés à rompre avec l'actuel ordre mondial.

Tous ces éléments facilitent l'affirmation du socialisme sur le plan mondial et l'attraction de nouvelles forces dans le processus révolutionnaire, grâce à une permanente ouverture vers les réalités en pleine transformation de la société contemporaine.

Element de la stratégie révolutionnaire contemporaine, l'édification d'un nouvel ordre économique et politique mondial est ainsi nécessairement jalonnée — aussi bien sur le plan national, que sur le plan international — par de puissants conflits d'intérêts et confrontations d'opinions.

Le résultat de la lutte sera, en dernière instance, décidé par la position des peuples — les créateurs de l'histoire, quelles que soient la complexité et la sinuosité de ses chemins.

Le rôle des peuples est décisif pour isoler les forces qui, pour la sauvegarde de leurs intérêts spécifiques, seraient prêtes à sacrifier les intérêts globaux de l'humanité, y compris la cause de la paix. Dans ce sens, la lutte pour l'édification d'un nouvel ordre mondial est indissolublement liée à la lutte pour l'arrêt de la course aux armements et l'achèvement d'un désarmement réel, pour rendre irréversible le cours vers la détente, pour consolider la sécurité de tous les peuples et la paix.

Le rôle des peuples est décisif dans la lutte destinée à modifier le comportement des gouvernements, à imprimer une nouvelle conduite de tous les Etats dans la vie internationale, conduite qui comporte le respect rigoureux des principes convenus et des obligations assumées et le traitement responsable des grands problèmes qui confrontent aujourd'hui l'humanité. Dans ce sens, la lutte pour l'édification d'un nouvel ordre économique et politique mondial est indissolublement liée à la lutte pour l'élargissement et l'approfondissement réels de la démocratie, pour la stimulation de l'action des masses dans l'entière vie sociale.

On ne peut évidemment pas parler du rôle de l'opinion publique internationale sans discuter de la responsabilité qui revient aux mass-media. La révolution informationnelle implique, également, une nouvelle responsabilité pour l'information correcte des peuples, pour la promotion du respect des coutumes, des traditions et de la culture des autres peuples, pour la création d'une large opinion de masse contre toute manifestation de la politique de force et de diktat, pour le développement d'une nouvelle conscience quant à la solidarité de destin de tous les peuples.

L'édification d'un nouvel ordre mondial représente à présent la principale zone de convergence pour les intérêts des forces du socialisme et des mouvements révolutionnaires nationaux des pays en voie de développement, pour les intérêts des pays socialistes et des pays non-alignés, de même que des forces progressistes et démocratiques des pays capitalistes avancés, n'importe leurs philosophies politiques.

Cette ample convergence d'intérêts rend possible et nécessaire leur unité d'action pour la transformation du monde. Cette ample convergence d'intérêts confère un nouveau souffle pour l'entier mouvement révolutionnaire contemporain, représente la principale source de l'optimisme et de la confiance dans l'édification d'un monde plus juste et meilleur, capable à ouvrir, pour tous les peuples, la voie libre du progrès.